



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE AIZENAY**

**Arrêté temporaire n°2024-135ACT
Portant réglementation de la circulation**

**RUE DU BOURG AUX MOINES, RUE DU PRÉ BOUCHET, ROUTE
DE VENANSAULT, RUE DES BALIVEAUX, ROUTE DE MACHÉ,
ROUTE DE CHALLANS, RUE DES NOISETIERS, ROUTE DE LA
GÉNÊTE**

Monsieur ROY Franck, Le Maire de la commune d'Aizenay,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux de Réalisation de PATA rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 11/06/2024 au 12/07/2024 RUE DU BOURG AUX MOINES, RUE DU PRÉ BOUCHET, ROUTE DE VENANSAULT, RUE DES BALIVEAUX, ROUTE DE MACHÉ, ROUTE DE CHALLANS, RUE DES NOISETIERS, ROUTE DE LA GÉNÊTE

ARRÊTE

Article 1

À compter du 11/06/2024 et jusqu'au 12/07/2024, la circulation est alternée par K10, ponctuellement en fonction de l'avancée du chantier RUE DU BOURG AUX MOINES, RUE DU PRÉ BOUCHET, ROUTE DE VENANSAULT, RUE DES BALIVEAUX, ROUTE DE MACHÉ, ROUTE DE CHALLANS, RUE DES NOISETIERS, ROUTE DE LA GÉNÊTE.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise SEDEP.

Article 3

Le Maire de la commune d'Aizenay, Le Directeur Général des Services, La Responsable du Service Voirie et Le Responsable de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aizenay, le 07 juin 2024

**Franck ROY
Le Maire de la commune d'Aizenay**



DIFFUSION:

- L'entreprise SEDEP
- Le Maire de la commune d'Aizenay
- Le Responsable de la Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.